

# Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

## PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 06 NOVEMBRE 2017, à 19 heures

**Présents** : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames CASU Odile, CHAMBIOT PONCET Soizick  
Adjointes – Mrs BOULEUC Yves, LABBE René, DUVAL Yvonnick, Adjoint – Mmes BREVAULT Chantal,  
(arrivée en cours de séance) ENEL-REHEL Rozenn (arrivée en cours de séance), LEPAIGNEUL Virginie, MALOIZEL  
Madeleine, MAZEAU Laurence, MENARD Patricia, PERRIGAULT Chantal, THOMAS Huguette,  
VILLENEUVE Catherine, conseillères municipales, Mrs COURDENT Stéphane, GIZARD Rémy,  
JENOUVRIER Stéphane (arrivé en cours de séance), de LA PORTBARRE Dominique, LEMONNIER Philippe et  
SIGURET Jérôme, Conseillers Municipaux.

**Absents excusés** : Monsieur LESNE Loïc, conseiller municipal (pouvoir à M. LEMONNIER Philippe).  
Monsieur VUILLAUME Michel, conseiller municipal (pouvoir à Monsieur BERNARD René, Maire).  
Madame LE SCORNET Sylvie, conseillère municipale (pouvoir à Mme ENEL-REHEL Rozenn). Madame  
DUFAX Marylène, adjointe.

**Absents** : MM. LESAGE Samuel et PLIHON Sébastien.

**Secrétaire de séance** : Monsieur de LA PORTBARRE Dominique, conseiller municipal.

---

**Procès-verbal de la séance du 02 Octobre 2017** : Le procès-verbal de la séance est adopté à  
l'unanimité des membres présents.

---

Monsieur le Maire demande à l'assemblée l'autorisation de modifier l'ordre des questions inscrites à  
l'ordre du jour et de débiter la séance par l'examen des sujets n° 2 et 3.

### **ASSAINISSEMENT**

#### **2017.089 – Création d'un réseau d'assainissement collectif sur le lotissement du Vaulérault - hameau du Petit Porcon et extension du réseau au Domaine Robin - Attribution du marché au groupement d'entreprises STURNO/SARC**

*Préambule* : Par délibération du 6 mars 2017, le conseil municipal a confié au bureau NTE (La Chapelle  
des Fougeretz-35) la maîtrise d'œuvre de l'opération de création d'un réseau d'assainissement dans le  
secteur du « Vaulérault- Porcon-Beauregard » et d'extension du réseau au Domaine Robin.

*Il est rappelé que cette action figure au programme-cadre contracté avec l'Agence de l'Eau pour  
l'année 2017.*

A l'issue de la consultation des entreprises, la commission des marchés à procédure adaptée, réunie le  
16 octobre 2017, a pris connaissance des 3 offres reçues pour le lot unique de travaux.

Au vu de l'analyse effectuée par le maître d'œuvre, le classement final des offres a été validé par les  
membres de la commission le 30 octobre 2017.

Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, présente les résultats de la consultation et propose à  
l'assemblée de retenir l'offre du groupement d'entreprises STURNO / SARC, mieux-disante, établie à  
622 252,96 euros HT.

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

21 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DECIDE** d'attribuer le marché de création d'un réseau d'assainissement collectif sur le  
lotissement du Vaulérault – hameau du Petit Porcon et extension du réseau au Domaine Robin  
au groupement d'entreprises STURNO / SARC pour un montant de 622 252.96 € HT,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le marché à intervenir et tous les documents afférents à  
ce dossier,
- **CHARGE** Monsieur le Maire d'informer l'Agence de l'Eau, financeur de l'opération.

**2017.090 – Création d'un réseau d'assainissement collectif sur le lotissement du Vaulérault - hameau du Petit Porcon et extension du réseau au Domaine Robin - Désignation d'un coordonnateur S.P.S. (Sécurité Protection Santé) –**

Dans le cadre de l'opération de création d'un réseau d'assainissement collectif dans le secteur du «Vaulérault- Porcon-Beauregard» et d'extension du réseau au domaine Robin, Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, informe l'assemblée qu'il convient de s'adjoindre les services d'un prestataire Sécurité- Protection- Santé (SPS).

A l'issue de l'analyse des 3 offres reçues pour cette prestation, il est proposé de retenir l'offre de SOCOTEC (*sise à Saint Malo – 35400 – 8 chemin des Amoureux*), mieux-disante, pour un montant de 1 430.00 euros HT.

**VU** l'opération de création d'un réseau d'assainissement collectif dans le secteur du «Vaulérault- Porcon-Beauregard» et d'extension du réseau au Domaine Robin,  
**Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

22 POUR    0 CONTRE    0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de confier la mission de coordinateur SPS (Sécurité Protection Santé) à SOCOTEC (*sise à Saint Malo – 35400 – 8 chemin des Amoureux*) pour un montant de 1 430.00 € HT,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

---

*Observations : Le Maire rappelle que la prise de compétence Eau-Assainissement par Saint-Malo Agglomération sera effective au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Il indique que la commune a commencé à impliquer les services de l'agglomération dans les dossiers en cours. Ainsi, le référent Assainissement de Saint-Malo Agglomération assistait aux opérations de pré-réception des travaux de la station d'épuration de La Couaillerie le 25 octobre dernier.*

---

Mesdames Chantal Brévault et Rozenn Enel-Rehel, conseillères municipales, prennent place au sein de l'assemblée

---

**E.H.P.A.D.**

**2017. 091 – Travaux d'extension-restructuration de l'EHPAD « Résidence de la Baie » – Attribution des 15 lots de travaux**

*Préambule : Monsieur Yvonnick Duval, adjoint en charge des bâtiments, rappelle que par délibération du 3 avril 2017, le conseil municipal a adopté l'avant-projet définitif de l'extension-restructuration de l'EHPAD et qu'un permis de construire a été délivré le 4 août pour cette opération.*

Au terme de la consultation des entreprises, la commission des marchés à procédure adaptée a pris connaissance des offres reçues et a confié leur analyse au bureau de maîtrise d'œuvre C-MOI.

Réunie le 30 octobre 2017 et le 6 novembre 2017, la commission des marchés, au vu des résultats d'analyse, a établi un classement final des offres pour les 15 lots de travaux.

Il est proposé de retenir les entreprises suivantes :

LOTS	DESIGNATION	ENTREPRISES	MONTANT en € HT
1	VRD-AMENAGEMENTS EXTERIEURS	POTIN	46 293,00 €
2	GROS ŒUVRE-DEMOLITIONS	JEGU	107 350,60 €
3	CHARPENTE BOIS – MURS - OSSATURE BOIS-BARDAGE	DARRAS	10 802,56 €
4	ETANCHEITE-COUVERTURE	COUVERTURE MALOUINE	28 843,28 €
5	METALLERIE-SERRURERIE	AUX NUANCES DES ACIERS	11 985,00 €
6	MENUISERIES EXTERIEURES	GRINHARD FRERES	27 224,09 €
7	MENUISERIES INTERIEURES	GRINHARD FRERES	58 716,04 €
8	CLOISONS SECHES -DOUBLAGE- ISOLATION	KOEHL	42 000,03 €
9	FAUX PLAFONDS	KOEHL	15 954,02 €
10	REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE	DEGANO	57 844,33 €
11	REVETEMENTS MURAUX	EMERAUDE PEINTURE	18 355,27 €
12	NETTOYAGE DU CHANTIER	NET PLUS	3 080,00 €
13	PLOMBERIE - SANITAIRES	MAHEY	23 078,36 €
14	CHAUFFAGE - VENTILATION	MAHEY	12 421,64 €
15	ELECTRICITE CFO -CFA-SSI	ATCE	36 538,60 €
	<b>TOTAL HT</b> <i>(Base + variante obligatoire Lot Menuiseries extérieures)</i>		<b>500 486,82 €</b>

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** d'attribuer les 15 lots de travaux pour l'extension et la restructuration de l'EHPAD comme présenté ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les marchés à intervenir.

Observation : Pour une bonne gestion du chantier, s'agissant d'un site habité, un prestataire de nettoyage a été désigné (cf lot n°12). Il est toutefois rappelé que ce prestataire n'a pas vocation à gérer les désordres éventuels laissés par les entreprises.

Monsieur le Maire indique par ailleurs que les dépenses pour les équipements intérieurs (matériels de cuisine, sièges...etc...) seront assurées par le budget de l'EHPAD et donc décidées par le CCAS, organisme gestionnaire de l'établissement.

## BIBLIOTHEQUE

### 2017.092- Agencement et équipement en mobilier de la bibliothèque municipale – Choix du fournisseur – Société D.P.C.

Préambule : Monsieur le Maire rappelle que l'équipe de maîtrise d'œuvre (Vincent Le Faucheur – Gilles Delourmel) accompagne la collectivité dans l'opération de construction de la bibliothèque municipale et également dans l'agencement et équipement de celle-ci.

Au terme de la consultation des fournisseurs de mobilier qui s'est achevée le 16 octobre 2017, trois offres ont été réceptionnées dans le délai imparti.

L'analyse des propositions a été confiée au cabinet Gilles Delourmel, maître d'œuvre. Tel que le permettait le règlement, les trois candidats ont fait l'objet d'une audition par la commission des marchés associée au groupe de travail « Bibliothèque » le 30 octobre 2017.

Madame Genet, responsable de la BDP 35 – *antenne de Bécherel* - , personne qualifiée extérieure, assistait également aux auditions des fournisseurs.

Au terme de la procédure, il est proposé à l'assemblée de retenir l'offre de la Société D.P.C. (*sise à BRESSUIRE 79300 – Rocade Ouest – 1 rue Pierre et Marie Curie*), mieux-disante, pour un montant de 99 721.71 € HT et de solliciter les financeurs (DRAC et Conseil Départemental 35) pour ce volet « agencement-équipement ».

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

**24 POUR    0 CONTRE    0 Abstention**

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de retenir l'offre de mobilier du fournisseur D.P.C (*sise à BRESSUIRE 79300 – Rocade Ouest – 1 rue Pierre et Marie Curie*), mieux-disante, pour un montant de 99 721.71 € HT,
- **SOLLICITE** la participation financière de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et du Conseil Départemental 35 au titre de l'équipement (mobilier et matériel),
- **APPROUVE** le plan de financement global de cette dépense d'équipement (arrondie à 100 000 euros HT) qui sera présenté aux financeurs,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le marché à intervenir et à accomplir toutes les démarches utiles afférentes à ce dossier.

Observations :

- *Monsieur le Maire annonce que le groupe de travail se réunira le lundi 4 décembre prochain en présence du fournisseur et de la responsable de la bibliothèque pour fixer les choix (coloris, matières...) au sein de la gamme de mobilier retenue. Pour s'assurer d'une livraison dans les délais, il est en effet nécessaire que la société DPC, fabricant, puisse disposer de son bon de commande avant les fêtes de fin d'année.*
- *Monsieur le Maire fixe également une date de visite du chantier au samedi 18 novembre 2017, à 10 heures.*

**2017.093 – Informatisation de la bibliothèque (logiciel + matériels) – Choix du logiciel de gestion – Société C3RB (Orphée)**

Préambule : Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, rappelle que la commune souhaite informatiser sa future bibliothèque municipale. Cette démarche vise plusieurs objectifs :

- proposer au public un service performant : prêt rapide et fiable, recherche documentaire multicritère simple et efficace, réservations de documents,
- donner à l'équipe un outil de gestion efficace, utilisable par des professionnels comme par des bénévoles : prêt rigoureux, catalogage rapide et guidé, localisation des documents, disponibilité pour les lecteurs,
- garantir à la collectivité une gestion rationalisée, une fiabilité des services proposés au public, et contribuer à l'image de marque de la bibliothèque.

Le système retenu doit également présenter tous les avantages de la standardisation, être conforme aux normes en vigueur et totalement compatible avec le dispositif de la Bibliothèque Départementale d'Ille et Vilaine, partenaire de la ville. Il doit être souple pour s'adapter à l'évolution des collections et des besoins.

En outre, l'informatisation permettra une gestion administrative et statistique améliorée. Le système doit générer les informations indispensables à la réalisation du rapport annuel d'activités et être capable de donner une vision chiffrée et statistique des activités de la bibliothèque.

Au terme d'une consultation des fournisseurs, la commune a obtenu 3 offres de prestataires informatiques. Les propositions comportent la fourniture, l'installation et la mise en marche d'un système de gestion de bibliothèque. Elles comprennent également un volet « accompagnement-formation » et un volet « maintenance-hébergement ».

Au vu de l'analyse réalisée, il est proposé à l'assemblée de retenir l'offre de la société C3RB « logiciel ORPHÉE » (sise à Onet Le Château 12850 – Résidence Mozart – 21 rue St Firmin), mieux-disante, pour un montant total de 6 877.00 € HT, suivant le descriptif ci-dessous :

<b><u>SIGB Orphée Licence serveur et</u></b>	
<b>licences d'accès professionnel</b>	1 400,00 €
3 accès professionnels en simultané	
Catalogue en ligne inclus	0,00 €
<b><u>PRESTATIONS</u></b>	
Forfait installation SIGB	200,00 €
Précatalogage	100,00 €
Forfait paramétrage	250,00 €
(par échanges téléphoniques planifiés)	
Forfait conduite de projet	450,00 €
(par échanges téléphoniques planifiés)	
Mise en œuvre du catalogue en ligne	100,00 €
(par télémaintenance)	
<b><u>FORMATIONS</u></b>	
Forfait administrateur SIGB	
sur site - frais de déplacement inclus	
1/2 journée pour 1 groupe de 10 max	350,00 €
Forfait utilisateurs SIGB	
sur site- 2 jours pour 12 pers.max	1 400,00 €
Assistance au démarrage	
sur site - le 1er jour d'utilisation	600,00 €
<b>MONTANT H.T</b>	<b>4 850,00 €</b>
<b><u>MAINTENANCE et HERBERGEMENT</u></b>	
Maintenance annuelle avec	280,00 €
télémaintenance et mises à jour	
Hébergement annuel avec sauvegarde	288,00 €
(calculé sur 3 accès professionnels)	
<b>MONTANT H.T</b>	<b>568,00 €</b>
<b><u>MATÉRIEL</u></b>	
4 Scanettes pour lecture codes-barres (170€/ unité)	680,00 €
10 000 Etiquettes codes-barres	400,00 €
500 Cartes pour les lecteurs	339,00 €
Création maquette graphique inclus	
Frais de port	40,00 €
<b>MONTANT H.T</b>	<b>1 459,00 €</b>
<b>MONTANT TOTAL H.T</b>	<b>6 877,00 €</b>

**Matériels :** Une consultation de fournisseurs de matériels informatique se poursuit en parallèle. Une proposition sera soumise au vote du conseil municipal le 11 décembre 2017.

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de retenir l'offre d'informatisation de la société C3RB (*sise à Onet Le Château 12850 – Résidence Mozart – 21 rue St Firmin*) comportant le logiciel de gestion ORPHÉE, pour un montant total de 6 877, 00 € HT (*suivant la répartition ci-dessus précitée*),
- **SOLLICITE** la participation financière de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et du Conseil Départemental 35 au titre de l'aide à l'informatisation de la bibliothèque,
- **APPROUVE** le plan de financement global de cette informatisation (logiciel + matériels) dont la dépense totale est estimée à environ 19 000.00 € HT,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le marché à intervenir et à accomplir toutes les démarches utiles afférentes à ce dossier.

**2017.094 – Création d'un emploi d'Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2<sup>ème</sup> classe – Mise à jour du tableau des emplois communaux**

*Préambule : Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux personnel, indique que la collectivité a engagé une procédure de recrutement pour nommer un(e) Responsable de bibliothèque qui aura pour mission de mettre en œuvre le projet culturel conçu pour la nouvelle bibliothèque municipale : accueil des publics, organisation et mise en valeur des collections, encadrement de l'équipe de bénévoles, travail en réseau, animations culturelles, gestion administrative et financière.*

Au terme de la procédure de recrutement et des délibérations du jury, le choix s'est porté sur une candidate inscrite sur la liste d'aptitude d'Assistant de conservation du patrimoine des bibliothèques principal de 2<sup>ème</sup> classe – catégorie B -. L'assemblée est invitée à créer ce poste au tableau des emplois communaux.

GRADE	CAT	STATUT	Nombre	Durée horaire	Situation	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
<b>SERVICE ADMINISTRATIF</b>						
Attaché Territorial Principal	A	Titulaire	1	35	POURVU	
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	Titulaire	1	35	POURVU	
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	Titulaire	1	35	POURVU	
Adjoint Adm. Principal 1ère Classe	C	Titulaire	1	35	VACANT	vacant suite à retraite
Adjoint Adm. principal 2ème classe	C	Titulaire	1	35	POURVU	exercice à temps partiel 80%
Adjoint Administratif	C	Titulaire	1	35	POURVU	
<b>SERVICE TECHNIQUE</b>						
Technicien Principal de 2 <sup>ème</sup> classe	B	Titulaire	1	35	NON POURVU	
Adjoint Adm. Principal 2ème classe	C	Titulaire	1	25,50/35ème	POURVU	
Agent de Maîtrise Principal	C	Titulaire	1	35	POURVU	
Adjoint Tech.principal 2ème Classe	C	Titulaire	1	35	POURVU	
Adjoint Tech.principal 2ème Classe	C	Titulaire	1	35	POURVU	
Adjoint Tech. principal 2ème	C	Titulaire	1	35	POURVU	
Adjoint Tech. principal 2ème	C	Titulaire	1	35	POURVU	
Adjoint Technique	C	Titulaire	1	35	POURVU	Recrutement 1/7/2016
Adjoint Technique	C	Titulaire	1	35	POURVU	
Adjoint Technique	C	Contractuel	1	Horaire	POURVU	Entretien Salle Fêtes + salle Horiz'ondes
<b>SERVICE SCOLAIRE</b>						
ATSEM Principal 1ère Classe	C	Titulaire	1	27,80/35 ème	POURVU	
ATSEM Principal 2ème classe	C		1	27,80/35ème	VACANT	vacant suite à mutation
ATSEM Principal 2ème classe	C	Titulaire	1	26,17/35ème	POURVU	exercice à temps partiel 70%
<b>SERVICE PÉRISCOLAIRE</b>						
Technicien	B	Titulaire	1	35	POURVU	
Adjoint Tech.Pal 2ème classe	C	Titulaire	1	35	POURVU	
Adjoint Tech.Pal 2ème classe	C	Titulaire	1	27,62/35ème	POURVU	
Adjoint Technique	C	Titulaire	1	14,94/35ème	POURVU	
Adjoint Technique	C	Titulaire	1	21,35/35ème		agent en disponibilité- avec retraite au 27/6/2017
Adjoint Technique	C	Titulaire	1	25,30/35ème	POURVU	
Adjoint Technique	C	Contractuels	5	Horaires	POURVUS	Renfort de service, remplacements...
<b>SERVICE CULTUREL</b>						
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 2ème classe	B	stagiaire	1	35		Création Nomination prévue le 18/12/2017

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :  
24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DÉCIDE** de créer le poste d'Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- **APPROUVE** la mise à jour du tableau des effectifs ci-dessus précité.

Observations :

- Monsieur Yves Bouleuc, adjoint au personnel, annonce que Madame Lucie GODEAU, Assistante de conservation du patrimoine et des bibliothèques principale 2<sup>ème</sup> classe, a été retenue par le

*jury, au terme de deux entretiens, pour occuper la fonction de responsable de la bibliothèque. Son intégration dans les effectifs de la commune devrait intervenir au 18 décembre 2017.*

- *Il est rappelé que la commission du Personnel, composée de 9 personnes (M le Maire, Mmes Mrs les adjoint(e)s et 2 conseillères municipales) n'intervient jamais en qualité de jury de recrutement.*

*Les jurys comprennent en règle générale 4 ou 5 personnes (maximum) et sont composés au cas par cas selon le service concerné. Pour le recrutement de la Responsable de la bibliothèque, s'agissant de la filière culturelle, étaient membres du jury : M. le Maire, Mme Dufaix (adjointe à la culture), M. Bouleuc (adjoint au personnel) et Mme Genet (Directrice de l'antenne départementale de la BDP- en tant que personne qualifiée extérieure) et Mme Lemener (Direction générale des services).*

*Pour les recrutements à intervenir dans la filière technique, un jury nouveau sera composé et il comprendra nécessairement les adjoints aux bâtiments et aux travaux.*

### **2017.095 – Marché de construction de la bibliothèque – Avenant n° 2 au lot 1 « Gros Œuvre » - Société E.T.P.O.**

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint aux bâtiments, rappelle que dans sa séance du 6 juin 2017, le conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 pour le lot Gros Œuvre – Société ETPO. Il s'agissait d'un avenant technique, sans incidence financière, portant sur la modification du système constructif du pignon Ouest suite à l'étude béton.

L'entreprise ETPO présente un avenant n°2 qui a pour objet des travaux supplémentaires sur le pignon ouest (*réhausse de la tête du mur et reprise en maçonnerie de la tête du pignon*) suite à la démolition du conduit de cheminée et la reprise de l'altimétrie du pignon pour un montant de 1 352.78 € HT (*soit 1 623.34 € TTC*).

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **ACCEPTE** l'avenant n°2 de la Sté ETPO – Lot n° 1 Gros Œuvre – d'un montant de 1 352.78 € HT
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

## **AMENAGEMENT – VOIRIE**

### **2017.096 – Aménagement de la Rue de Gare – Approbation de l' étude détaillée du SDE35**

**Préambule** : Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, rappelle que par délibération du 3 avril 2017, le conseil municipal s'est engagé à réaliser les travaux d'effacement de réseaux de la Rue de la Gare. Le Syndicat Départemental d'Energie 35 a été sollicité pour la réalisation d'une étude du secteur afin de déterminer le coût de l'effacement du réseau électrique, du réseau téléphonique, ainsi que le chiffrage de l'éclairage public.

Le SDE35 vient de produire une étude détaillée accompagnée du tableau de financement et de la convention de mandat concernant l'objet précité. Il ressort de ce calcul, aux conditions actuelles, un montant à charge de la commune de **69 550,30 euros** qui se décompose comme suit :

- <b>Réseaux électriques</b> (art.20415 - Participation sur réseau concédé)	:	27 512,80 €
- <b>Télécom</b> (art.238 – Avance sur travaux pour compte de tiers)	:	17 400,00 €
- <b>Eclairage public</b> (art.20415 – Participation EP transfert de compétence):	:	24 637,50 €
		-----
<b>TOTAL</b>		<b>: 69 550,30 €</b>

Pour simplifier les démarches de la commune et mieux coordonner le déroulement de l'opération, il est proposé que la maîtrise d'ouvrage des travaux d'éclairage public ainsi que du génie civil des réseaux de télécommunication soit assurée par le Syndicat Départemental d'Energie 35.



Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

- **S'ENGAGE** à réaliser les travaux de rénovation des réseaux d'éclairage public et travaux d'effacement des réseaux électriques et téléphoniques de la Rue de LA GARE,
- **DÉCIDE** d'inscrire les crédits correspondants au Budget Général de la ville, tels que mentionnés au plan prévisionnel ci-dessus,
- **DÉCIDE** de verser sa participation au maître d'ouvrage à l'avancement des travaux,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de mandat et son annexe financière, ainsi que toutes autres pièces afférentes à ce dossier.

---

## FINANCES

### 2017.097 – Taux de la Taxe d'aménagement

Dans le cadre de la fiscalité de l'urbanisme Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, rappelle qu'à l'approche de l'échéance du 30 novembre, les collectivités sont invitées à vérifier les conditions de validité et de reconduction qu'elles ont mentionnées dans leurs délibérations en matière de Taxe d'aménagement.

*Rappel: La taxe d'aménagement est applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations nécessitant une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou d'aménager, déclaration préalable) et aux opérations qui changent la destination des locaux dans le cas des exploitations agricoles.*

*La taxe est exigible au taux applicable à la date de délivrance de l'autorisation. Entrent dans la surface taxable : tous les bâtiments (y compris les combles, celliers et caves, dès lors qu'ils dépassent 1,80m de hauteur sous plafond), ainsi que leurs annexes.*

*Si certains ouvrages sont exclus de la surface taxable, ils sont cependant soumis à taxe de façon forfaitaire par emplacement (aire de stationnement, piscine découverte, panneau solaire au sol...)*

**Le régime en vigueur actuellement pour la commune de Saint-Méloir des Ondes est le suivant :**

Par délibération en date du 7 novembre 2011, le conseil municipal a instauré une taxe d'aménagement au taux de **2.5 %**. Cette taxe est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 2012.

Pour ce qui concerne les **exonérations** facultatives, par délibération en date du 4 février 2013, le conseil municipal a adopté une exonération totale de taxe d'aménagement pour :

« les surfaces de stationnement intérieur pour les locaux bénéficiant de prêts PSLA, PLUS, PLS ou d'autres financements permettant de bénéficier du taux de TVA réduit prévu à l'article 278 sexies du code général des impôts, lorsque ces locaux n'ont pas bénéficié d'une exonération totale ». Les exonérations facultatives sont reconduites tacitement d'année en année.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

- **DÉCIDE** de maintenir le taux de la taxe d'aménagement à 2.5 %,
  - **RECONDUIT** l'exonération totale de la taxe d'aménagement pour « les surfaces de stationnement intérieur pour les locaux bénéficiant de prêts PSLA, PLUS, PLS ou d'autres financements permettant de bénéficier du taux de TVA réduit prévu à l'article 278 sexies du code général des impôts, lorsque ces locaux n'ont pas bénéficié d'une exonération totale ».
-

### Observations sur la fiscalité :

Dans le cadre de sa prise de compétence Tourisme, Saint-Malo Agglomération vient d'harmoniser les taux de la taxe de séjour pour l'ensemble de son territoire.

Comme l'exige la Loi, ces taux communs, applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sont fixés selon les catégories d'hébergement. Les caractéristiques des communes d'hébergement (offre de services, attractivité touristique, littoral, ruralité...) n'entrent pas en ligne de compte dans la détermination des taux.

Il est fait observer que cette harmonisation de taux engendrera des augmentations de coût du séjour auxquelles les visiteurs risquent d'être sensibles.

Les hébergeurs domiciliés dans les communes jugées les moins attractives touristiquement pourraient donc être pénalisés.

Il est rappelé que le produit de cette taxe de séjour ira au financement de la SPL « Destination Saint-Malo Baie du Mont Saint-Michel », outil commun mis en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 dont l'objet est la promotion touristique des 18 communes de l'agglomération.

## **AFFAIRES GENERALES**

### **2017.098 – Tarifs 2018 de la salle des fêtes**

Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe à la vie associative, indique que la commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » s'est réunie le 18 octobre 2017 afin d'étudier les tarifs de location de la salle des fêtes. La commission propose d'appliquer le dispositif suivant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

#### **Habitants de la Commune**

- Bal, buffet, repas, spectacle (du lundi au vendredi soit pour 1 jour)	420.00 €	
- Forfait pour les 2 jours (samedi et dimanche)	500.00 €	(au lieu de 630 €)
- Vin d'honneur	210.00 €	
- Réunion d'information	160.00 €	
- Assemblée générale en week-end et jours fériés	160.00 €	

#### **Personnes privées hors Commune**

- Bal, buffet, repas, spectacles (du lundi au vendredi soit pour 1 jour)	630.00 €	
- Forfait pour les 2 jours (samedi et dimanche)	700.00 €	(au lieu de 840 €)
- Vin d'honneur	420.00 €	
- Réunion d'information	320.00 €	
- Assemblée générale week-end et jours fériés	320.00 €	

#### **- Caution**

(sous forme de chèque exclusivement, tant pour les habitants de la commune que pour les personnes hors commune)	800.00 €
--	----------

<b>Manquement au nettoyage</b>	20 € de l'heure
--------------------------------	-----------------

**N.B :** Les occupations pour vins d'honneur, réunions d'information et assemblées générales en week-end et jours fériés se feront à la salle de convivialité de la Vallée Verte (capacité jusqu'à 80 personnes). Au-delà de 80 personnes, ces locations seront maintenues à la salle des fêtes.  
Pour la location de la salle des fêtes le week-end (2 jours), la prise des clés se fera le samedi matin et la remise des clés le lundi matin.

#### **Vidéoprojecteur**

Il sera mis à disposition des associations et particuliers (commune et hors commune) qui louent la salle des fêtes moyennant le tarif suivant :

Associations	30.00 €
Particuliers	50.00 €
Caution	2 000.00 €

### Mise à disposition de la WIFI

Au terme d'un vote majoritaire (2 Abstentions, 18 voix pour la Wifi offerte, 4 pour un tarif à 10€),

**LE CONSEIL MUNICIPAL DIT** que le service WIFI sera offert aux locataires de la salle des fêtes (associations, particuliers, commune et hors commune,...).

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **FIXE** les tarifs 2018 de location de la salle des fêtes et du vidéo-projecteur comme ci-dessus présentés,
- **DIT** que cette tarification sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **2017.099 - Location de la salle des fêtes pour les associations**

Entendu l'exposé de Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** que les tarifs de location de la salle des fêtes aux associations méloriennes s'établiront comme suit pour l'année 2018 :
  - Gratuité pour la première location
  - 100 € pour la seconde location
- **DÉCIDE** de fixer les tarifs de location de la salle des fêtes aux associations hors commune à 420.00 € (1 journée), et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

*N.B. : Toute location non annulée 3 semaines à l'avance sera facturée.*

### **2017.100 - Location de la salle de convivialité de la « Vallée Verte »**

Entendu l'exposé de Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de reconduire les tarifs de location de la salle de convivialité de la « Vallée Verte » comme suit pour l'année 2018 :
  - 100.00 € (tarif Commune – 1 journée)
  - 150.00 € (tarif hors Commune – 1 journée)
- **DIT** que ces tarifs s'appliquent aux syndics, notaires, autres organismes ou assemblées hors associations.

### 2017.101 - Cirques – Forfait 2018

Après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR                      0 CONTRE                      0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DECIDE** de maintenir à 60 euros le forfait « eau et électricité » applicable aux cirques pour un séjour de 3 jours maximum,
- **DIT** que ce forfait est payable avant l'installation.

### 2017.102 - Commerces ambulants

Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe, propose à l'assemblée de fixer un tarif pour les commerces ambulants qui souhaitent un emplacement sur le domaine public communal (*camions d'outillage, autres marchands, etc...*)

Après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR                      0 CONTRE                      0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DECIDE** de fixer à 30 euros le forfait pour stationnement des commerces ambulants (*camion d'outillage, autres marchands, etc...*), et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018,
- **DIT** que ce forfait est payable avant l'installation.

### 2017.103 - Concessions du cimetière

Entendu l'exposé de Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR                      0 CONTRE                      0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de maintenir comme suit les tarifs de concessions du cimetière pour l'année 2018 :

Concession de 2 m <sup>2</sup>	(pour une durée de 30 ans)	370.00 €
Concession de 4 m <sup>2</sup>	(pour une durée de 30 ans)	740.00 €

### 2017.104 - Columbarium et Cavurnes

Entendu l'exposé de Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR                      0 CONTRE                      0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DÉCIDE** de maintenir comme suit les tarifs du columbarium et des cavurnes pour 2018 :

Columbarium	: location de 10 ans	: 460 € / location de 20 ans	: 920 €
Cavurnes	: location de 10 ans	: 410 € / location de 20 ans	: 820 €

### 2017.105 - Photocopies

Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe, propose à l'assemblée de maintenir les tarifs des photocopies comme suit, à savoir :

FORMAT A4	Recto :	0.40 €	Recto/Verso :	0.80 €
FORMAT A3	Recto :	0.70 €	Recto/Verso :	1.40 €

Photocopies de documents administratifs : 0.18 € (le format A4) – tarif réglementé inchangé

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR                      0 CONTRE                      0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DÉCIDE de maintenir les tarifs des photocopies pour 2018 comme ci-dessus présentés.**

#### **2017.106 - Fax**

Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe, indique qu'il convient de fixer le tarif pour l'envoi de fax par les particuliers. Il est proposé de maintenir le tarif à 0.60 € pour 2018.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR                                      0 CONTRE                                      0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DÉCIDE de maintenir le prix du fax à 0.60 € (1 page d'envoi + accusé de réception) pour l'année 2018.**

#### **2017.107 - Tarifs Tennis – Année 2018**

Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe, propose de fixer les tarifs de tennis pour l'année 2018 comme suit :

- **Pour les Méloriens**  
Location du court de tennis - adultes : 6.00 € / h  
Location du court de tennis - enfants (-12 ans) : 5.00 € / h
- **Hors Commune**  
Location du court de tennis - adultes : 12.00 € / h  
Location du court de tennis - enfants (-12 ans) : 6.00 € / h

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR                                      0 CONTRE                                      0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de maintenir les tarifs horaires du tennis pour l'année 2018, tels qu'indiqués ci-dessus.
- **DIT** que la gratuité sera accordée aux adhérents de l'association « Tennis de Saint-Méloir des Ondes »

#### **2017.108 – Echange entre la Commune de SAINT-MELOIR des ONDES et M. Mme Hervé LE BOURG – Désignation du notaire**

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n° 2016.091 du 3 octobre 2016, le conseil municipal s'était déclaré favorable au projet de déplacement d'une portion Nord du chemin communal au lieu-dit « La Haute Barbotais » et avait approuvé les termes de l'échange proposé par M. et Mme Hervé Le Bourg pour recréer la nouvelle assiette du chemin communal.

Au terme de l'enquête publique et suite aux conclusions favorables du commissaire-enquêteur, par délibération n° 2017.001 du 9 janvier 2017, la commune avait approuvé ce déclassement et l'échange à intervenir avec M. et Mme Le Bourg. La collectivité avait confié à Maître Fabrice Janvier, Notaire, la rédaction de l'acte à intervenir.

Par courrier en date du 28 septembre 2017, Maître Véronique RABRAIS, Notaire à Pleurtuit, fait savoir que M et Mme Le Bourg l'ont chargé d'établir cet acte, étant précisé que les frais d'acte sont à leur charge.

Compte tenu de cette sollicitation, il y lieu de reprendre la délibération en substituant Maître RABRAIS à Maître Janvier pour la rédaction de l'acte.

Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,  
**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DECIDE** de substituer Maître Véronique RABRAIS, notaire à Pleurtuit, à Maître Fabrice JANVIER, pour la rédaction de l'acte notarié à intervenir dans l'échange foncier entre la commune de Saint-Méloir des Ondes et M et Mme Hervé LE BOURG,
- **MAITIENT** inchangés les autres termes et dispositions portés dans la délibération 2017-001 du 9 janvier 2017.

### **2017.109 – Litige relatif au sol du Complexe Sportif de la Vallée Verte – Autorisation d'ester en justice**

*Préambule : La délibération du 7 avril 2014, adoptée au début du présent mandat dans le cadre des délégations d'attributions du Conseil Municipal au Maire, autorise le Maire à intenter au nom de la commune les actions en justice ou à défendre la commune dans les actions intentées contre elle.*

Monsieur le Maire rappelle qu'à l'issue de l'opération de réfection de la salle n° 1 du complexe sportif de la Vallée Verte, la commune a constaté une déformation conséquente du sol sportif.

L'expert judiciaire, désigné dans le cadre de la procédure de référé-expertise diligentée par la commune, a conclu à la responsabilité des sociétés EURL CERTA (*maître d'œuvre*) et ART DAN.

La commune a confié au cabinet d'avocats Coudray (*Rennes*) la procédure de justice.

Il est proposé à l'assemblée de prendre une délibération spéciale « *autorisant le Maire à ester en justice, en demande, comme en défense, dans le cadre de la présente affaire et de tous contentieux relatifs à ce désordre devant toutes les juridictions, y compris en appel et cassation.* »

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Considérant le litige relatif au sol du complexe sportif,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, AUTORISE Monsieur le Maire à ester en justice, en demande, comme en défense, dans le cadre de la présente affaire et de tous contentieux relatifs à ce désordre devant toutes les juridictions, y compris en appel et cassation.**

*Observation : Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'une audience publique se tiendra au Tribunal Administratif de Rennes le 17 novembre prochain pour le recours intenté par M. Stéphane GANDON (La Lignerie) contre le Permis de construire délivré à M Mme Le Corre ( construction de 3 maisons d'habitation au lieu-dit Le Pont de Mer)*

### **SAGE des Bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne – Rapport pour l'exercice 2016**

Monsieur René Labbé, adjoint, présente à l'assemblée quelques données issues du rapport d'exercice 2016 du SAGE des Bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne.

Le syndicat Intercommunal des Bassins Côtiers de la région de Dol-de-Bretagne a été créé au 1<sup>er</sup> janvier 2011 par arrêté préfectoral du 17 décembre 2010.

Ce syndicat intercommunal est composé des 33 communes désignées dans le 1<sup>er</sup> arrêté de périmètre du SAGE datant du 26 septembre 2003. Il a pour mission de doter la CLE de moyens techniques et financiers et d'assurer la maîtrise d'ouvrage du SAGE.

Depuis son approbation préfectorale le 6 octobre 2015, le SAGE est dans sa phase de mise en œuvre. Il s'agit pour l'équipe du SAGE d'assurer une animation auprès des acteurs du territoire pour :

. les informer sur les enjeux, objectifs, dispositions et règles du SAGE

- . les inciter et les accompagner à s'engager dans la démarche
- . coordonner les différentes maîtrises d'ouvrage sur le territoire

### **Organisation et fonctionnement du SBC Dol en 2016**

Le SBCDol comprend :

- . 1 responsable du SBCdol (animatrice-coordinatrice – *temps de travail 80 %*)
- . 1 agent chargé de communication, de la gestion administrative et financière du SAGE et du SBCDol (*temps complet*)
- . 1 agent chargé de mission Eau et Milieux aquatiques pour la construction du projet de territoire et du programme opérationnel (*temps complet*).

Le SBCDol a dû faire appel au Service Missions Temporaires du CDG35 afin d'assurer un renfort administratif (50 % temps de travail).

Formations dispensées :

- . le fonctionnement du SBCDol, du SAGE et du service dans sa globalité
- . les procédures comptables et financières mises en place au sein de la structure (mandats, titres, enregistrements des subventions liées au SAGE,...)
- . les modalités de financement des différents financeurs du SAGE,
- . la réalisation du plan de financement prévisionnel lié au SAGE et sa traduction comptable
- . la réalisation du compte administratif et du budget sous logiciel E-magnus,
- . la tenue des séances du comité syndical (préparation des délibérations et transmission,...)
- . les règles de classement des dossiers
- . l'archivage des dossiers
- . la gestion des Ressources Humaines.

L'année 2016 a aussi été marquée par une charge administrative importante liée au déménagement de la structure en fin d'année (*Parc d'activités Les Rolandières – 1 rue de la Baie à Dol de Bretagne*).

- . Divers dossiers
- . la mise en place de la facturation électronique, etc...

La commission Locale de l'Eau du SAGE a été définie par arrêté préfectoral du 12 décembre 2010 pour une durée de 6 ans. Plusieurs arrêtés modificatifs ont été pris depuis, à savoir :

- . l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2014 site aux élections municipales de mars 2014
- . l'arrêté préfectoral du 4 juin 2015, suite aux élections départementales et aux nouvelles désignations effectuées par le Syndicat des eaux de Beaufort et l'Association Bretagne Vivante SEPNEB
- . En 2016, un arrêté modificatif a été pris le 4 mars : suite aux élections régionales, M. Martin MEYRIER a été désigné et en raison de sa fermeture temporaire, le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement de la Baie du Mont Saint Michel a été retiré du second collège.

La CLE est composé de 53 membres titulaires répartis en trois collèges (*Elus, Usagers et professionnels et Etat*)

Le bureau de la CLE est la structure exécutive chargée de préparer et coordonner les travaux de la CLE.

### **Bilan des étapes 2016**

- . La communication et la diffusion du SAGE approuvé par arrêté préfectoral du 6 octobre 2015
- . Le travail préparatoire liée à la mise en œuvre du SAGE
  - L'évolution statutaire du SBCDol
  - le recrutement du chargé de mission Eau et Milieux Aquatiques
  - La préparation des partenariats (via la mise en place du Contrat de Territoire porté par le SBCDol), le volet pollutions diffuses (CT) étant porté par l'Eau du Pays de Saint –Malo est en cours d'élaboration.
- . La mise en œuvre du SAGE ( les informer sur les enjeux, objectifs, dispositions et règles du SAGE, les inciter et les accompagner à s'engager dans la démarche, coordonner les différentes maîtrises d'ouvrage sur le territoire).
  - La préparation du Contrat Territoire (CT) : Volet pollutions diffuses et volet milieux aquatiques
  - La préparation du Projet de Territoire Eau : Ce projet devrait voir le jour début 2017 et fixera les grandes lignes directrices pour la bonne réalisation de la mise en œuvre du SAGE ainsi que du Contrat Territorial.
- . La continuité écologique des ouvrages à la mer du Marais de Dol
- . L'inventaire des cours d'eau établi par la DDTM d'Ille-et-Vilaine

. Les actions de pédagogie et de communications du SAGE (Site internet du SAGE et du SBCDol, la lettre d'info du SBCDol, Mise en ligne des informations du SAGE sur les sites partenaires, Actions de sensibilisation sur l'emploi des pesticides, Interventions extérieures, Animations pédagogiques sur l'eau, exposition des plantes invasives, articles sur l'actualité du SAGE, réalisation d'une fiche d'information sur le SAGE pour les nouveaux habitants de Dol de Bretagne, Partenariat avec la Maison de la Baie du Vivier/Mer

#### Bilan financier 2016

Dépenses réelles effectuées 165 923.33 € (Animation SAGE 136 820.52 € - Communication 1 574.02 € Mis en œuvre opérationnelle du SAGE 27 528.79 €). Quant aux recettes, elles émanent essentiellement de subventions de l'agence de l'Eau Loire Bretagne, du Conseil Régional de Bretagne et de SBCDol.

#### Perspectives 2017

Le programme du SBCDol pour la mission « Animation du SAGE » comprend comme pour les années précédentes, 3 volets :

##### **Volet 1 – Animation des instances, coordination et suivi de la mise en œuvre du SAGE**

- Animation et organisation de la CLE, des Bureaux, des commissions et des groupes de travail, du comité syndical du SBCDol, organisation de journées de terrain
- Appui des collectivités et EPCI en termes de porter à connaissance des dispositions du SAGE.
- Accompagnement et participation aux projets des partenaires : Eau du Pays de Saint-Malo, Inter-SAGE...

##### **Volet 2 - Communication**

- Définition d'un plan de communication
- Elaboration d'outils de communications (expositions, site internet, lettre d'info...)
- Actions auprès des scolaires

##### **Volet 3 – Etudes**

- Etat des lieux du fonctionnement hydraulique du Marais de Dol et de ses impacts (*non effectué en 2016*)
- Accompagnement juridique pour l'évolution statutaire du SBCDol (*non effectué en 2016*)

Les actions de « **Mise en œuvre opérationnelle du SAGE** » prévues en 2017 sont les suivantes :

- Elaboration du diagnostic préalable au Contrat Territorial (CT)
- Elaboration du Projet Territorial pour l'Eau (PTE)
- Mobilisation des maîtrises d'ouvrage du territoire pour construire un programme d'action opérationnel.

**Le Conseil Municipal PREND ACTE du rapport 2016 du SAGE des Bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne (SBCdol).**

*Observations : Il est fait observer que dans le rapport du SAGE, n'apparaissent pas d'actions concrètes et de moyens déployés en faveur de la préservation des eaux conchyliques, ceci car le SAGE n'a pas de compétence TRAVAUX.*

## **INTERCOMMUNALITÉ**

### **2017.110 – Dissolution du SIVOM**

#### **Exposé de Monsieur le Maire :**

La décision de dissolution du SIVOM est une conséquence de l'application de la loi NOTRe. En effet, le législateur souhaite réduire le nombre de structures intercommunales, en réduisant notamment le nombre de syndicats. Cette disposition est prévue par l'article 40 de la loi NOTRe qui énonce les procédures de mise en œuvre par le Préfet d'un Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) qui concerne les évolutions du périmètre d'une part, et les syndicats d'autre part.

Le conseil d'administration du SIVOM de Cancale/Saint-Méloir des Ondes/Saint-Coulomb/Saint-Benoît des Ondes, réuni le 17 octobre 2017, a été invité à délibérer en faveur de sa dissolution.



En effet, un accord a été trouvé pour l'ensemble des activités, des biens et terrains gérés ou propriété du SIVOM, une fois ce dernier dissous au 31 décembre 2017.

L'activité du PAE - *Point Accueil Emploi* - est maintenue et le service est transféré à Saint-Malo Agglomération sous la forme d'un service commun mutualisé au 1<sup>er</sup> janvier 2018, financé par les communes actuellement adhérentes du SIVOM auxquelles s'ajoutera la commune de Plerguer.

Le Bureau communautaire du 14 septembre 2017 a validé le principe de création de ce service commun ainsi que les modalités d'organisation jointes en annexe.

Les déchetteries de Cancale et de Saint-Méloir des Ondes reviendront dans le patrimoine respectif de chaque commune pour être à nouveau mises à disposition de Saint-Malo Agglomération qui en détient la compétence.

Le centre de secours, situé sur la commune de Cancale, reviendra dans le patrimoine de la commune de Cancale pour être mis à disposition du SDIS gracieusement.

Enfin, les terrains de la décharge de Blessin, ancienne décharge communautaire située à Saint-Méloir des Ondes, et la parcelle en culture seront cédés à Saint-Malo-Agglomération à l'euro symbolique au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (*voir détail annexe jointe*).

Le conseil municipal de Saint-Méloir des Ondes ayant par délibération du 2 avril 1967 sollicité le Préfet d'Ille-et-Vilaine pour la création par arrêté d'un SIVOM, c'est par le biais d'une délibération que le conseil municipal actuel doit demander au préfet de dissoudre par arrêté le SIVOM, créé par arrêté préfectoral du 22 mai 1967.

**Il s'agit d'une dissolution du SIVOM par consentement mutuel de chaque commune ; chaque conseil municipal des communes membres devra prendre une délibération concordante.**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les délibérations concordantes par lesquelles les conseils municipaux des communes de Cancale (1<sup>er</sup> mars 1967), Saint-Méloir des Ondes (2 avril 1967) et de Saint-Coulomb (4 mars 1967) ont décidé de former un syndicat à vocation multiple et approuvé le projet de statut de ce syndicat,*

*Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 1967 portant constitution du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de Cancale/Saint-Méloir des Ondes/Saint-Coulomb/Saint-Benoît des Ondes modifié par les arrêtés préfectoraux des 28 février 1983, 9 octobre 1986, 25 mars 1993, 20 juillet 1999, 26 décembre 2000, 28 juin 2001, 21 novembre 2003 et 4 février 2004,*

*Vu la délibération du conseil d'administration du SIVOM du 17 octobre 2017 approuvant sa dissolution à l'unanimité,*

**Considérant** que la loi NOTRe, notamment par son article 40, souhaite réduire le nombre de structures intercommunales en réduisant notamment le nombre de syndicats,

**Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

24 POUR      0 CONTRE      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE**

**Article 1 :** de solliciter le préfet d'Ille-et-Vilaine afin de dissoudre par arrêté le SIVOM de Cancale-Saint-Méloir Des Ondes-Saint-Coulomb et Saint-Benoît des Ondes.

**Article 2 :** La date de dissolution sera le 31 décembre 2017, avec une période de liquidation qui permettra d'organiser la répartition de l'intégralité de l'actif, du passif et des résultats dans les comptes de chaque commune.

**Article 3 :** De demander l'organisation du transfert des activités et des biens existants de la manière suivante :

**a/** transfert de l'activité du PAE à Saint-Malo Agglomération sous la forme d'un service commun mutualisé.

**b/** les déchetteries de Cancale et de Saint-Méloir des Ondes reviendront dans le patrimoine respectif de chaque commune pour être à nouveau mises à disposition de Saint-Malo Agglomération qui en détient la compétence.

c/ le centre de secours, situé sur la commune de Cancale, reviendra dans le patrimoine de la commune de Cancale pour être mis à disposition du SDIS gracieusement.

d/ Enfin, les terrains de la décharge de Blessin, ancienne décharge communautaire située à Saint-Méloir-des-Ondes, et la parcelle en culture seront cédés à Saint-Malo-Agglomération à l'euro symbolique.

**Article 4 :** D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes permettant l'exécution de cette délibération ».

---

Observations :

*Des garanties devront être obtenues vis-à-vis de la gestion de l'ancienne décharge par Saint-Malo Agglomération.*

*De façon générale et au-delà de l'ex-décharge de Blessin, il convient également de s'assurer du devenir et suivi des autres déchetteries du territoire (exemples à St Méloir des Ondes : Pont Prin, les Millières...)*

*Un projet de restructuration de l'actuelle déchetterie, notamment de mise en accessibilité, est à l'étude au niveau de l'intercommunalité.*

*Il serait par ailleurs souhaitable de mettre en place un service de ramassage des encombrants pour les administrés.*

---

**2017.111 – Extension des compétences de SAINT-MALO AGGLOMÉRATION à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la compétence facultative « Grand cycle de l'eau hors GEMAPI » (item 12° de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement)**

1 -La loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite loi « MAPTAM ») du 27 janvier 2014, modifiée par la loi NOTRe du 7 août 2015, introduit une nouvelle compétence ciblée et obligatoire de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cette compétence sera exercée par les communes et, en lieu et place des communes, par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) lorsque les communes sont membres d'un EPCI-FP. En parallèle de l'exercice de cette compétence GEMAPI, se pose la question de l'exercice des compétences « grand cycle de l'eau – hors GEMAPI ».

2 -Sur le territoire de *Saint-Malo Agglomération*, **Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Malo**, le syndicat intercommunal des bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne (SBCDol) a été créé au 1<sup>er</sup> janvier 2011 par arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2010.

Aux termes de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2010, le SBCDol exerce la compétence suivante : « *porter la commission locale de l'eau du SAGE des bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne. Il n'a pas de compétence travaux.* »

Précisément, le syndicat intercommunal est en charge d'assurer « (...) *en lien permanent avec la CLE, dont il constitue l'exécutif :*

. *Les moyens d'animation de la CLE*

. *L'élaboration, le suivi, l'évaluation et les révisions du SAGE*

. *La mise en œuvre du SAGE : animation collective de la démarche, conduite des études, coordination et suivi des préconisations du SAGE pour atteindre ses objectifs (conseil et assistance à maîtrise d'ouvrage, instruction des avis demandés à la CLE, tableaux de bord, indicateurs), modifications du SAGE*

. *Les actions de communication, de sensibilisation et d'information sur les enjeux et les actions du SAGE ».*

3 - C'est dans ce contexte légal mouvant que sont envisagées l'extension des compétences de *Saint-Malo Agglomération*, **Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Malo**, à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la compétence facultative « grand-cycle de l'eau hors GEMAPI » (item 12° de l'article L.211-7 du code de l'environnement), ainsi que sa substitution au sein du SBCDol aux communes membres de *Saint-*

*Malo Agglomération Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Malo*, pour l'exercice de cette compétence.

4 - Il est par conséquent proposé au Conseil Municipal

**D'APPROUVER l'extension des compétences de Saint-Malo Agglomération, Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Malo**, à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la compétence facultative d'animation et de concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique (*item 12° de l'article L.211-7 I du code de l'environnement*).

Cette compétence s'exprime sur les bassins côtiers de la région de Dol-de-Bretagne par :

- Le portage par le syndicat intercommunal des bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne (SBCDol) de la commission locale de l'eau du SAGE des bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne. Il n'a pas de compétence travaux.
- Le syndicat assure, en lien permanent avec la CLE, dont il constitue l'exécutif :
  - Les moyens d'animation de la CLE
  - L'élaboration, le suivi, l'évaluation et les révisions du SAGE
  - La mise en œuvre du SAGE : animation collective de la démarche, conduite des études, coordination et suivi des préconisations du SAGE pour atteindre ses objectifs (conseil et assistance à maîtrise d'ouvrage, instruction des avis demandés à la CLE, tableau de bord, indicateurs), modifications du SAGE
  - Les actions de communication, de sensibilisation et d'information sur les enjeux et les actions du SAGE.

*. SAINT MALO Agglomération, Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Malo, EST SUBSTITUÉ*, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, à ses communes membres au sein du SBCDol pour l'exercice de cette compétence. Par application du mécanisme de représentation-substitution, le SBCDol devient un syndicat mixte fermé au sens de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**VU** la Directive 2000/60/CE du parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**VU** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite Loi NOTRe ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-17, L.5211-61, L.5216-7

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.211-7 et R.212-33 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2010 autorisant la création du syndicat intercommunal des bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne (SBCDol) et les arrêtés modificatifs ultérieurs ;

**VU** les statuts de Saint-Malo Agglomération ;

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

23 POUR    1 CONTRE    0 Abstention

**LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents,**

**Article 1 – APPROUVE l'EXTENSION des COMPÉTENCES de Saint-Malo Agglomération, Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Malo**, à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la compétence facultative d'animation et de concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique (*item 102° de l'article L.211-7I du Code de l'Environnement*)

Cette compétence s'exprime sur les bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne par :

- Le portage par le syndicat intercommunal des bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne (SBCDol) de la commission locale de l'eau du SAGE des bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne. Il n'a pas de compétence travaux.
- Le syndicat assure, en lien permanent avec la CLE, dont il constitue l'exécutif :
  - Les moyens d'animation de la CLE
  - L'élaboration, le suivi, l'évaluation et les révisions du SAGE
  - La mise en œuvre du SAGE : animation collective de la démarche, conduite des études, coordination et suivi des préconisations du SAGE pour atteindre ses objectifs (conseil et assistance à maîtrise d'ouvrage, instruction des avis demandés à la CLE, tableaux de bord, indicateurs), modifications du SAGE.
  - Les actions de communication, de sensibilisation et d'information sur les enjeux et les actions du SAGE.

**Article 2 - ACCEPTE que SAINT-MALO Agglomération, Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Malo**, soit substituée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, à ses communes membres au sein du SBCDol pour l'exercice de cette compétence. Par application du mécanisme de représentation-substitution, le SBCDol devient un syndicat mixte fermé au sens de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### **2017.112 – Transfert de la compétence EAU et ASSAINISSEMENT à Saint-Malo Agglomération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018**

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant Nouvelle Organisation du Territoire, dite Loi « NOTRe »,  
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5216-5 (alinéas 2 et 3 du II) et L.5211-17,

**La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015, dite loi « NOTRe », prévoit qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020, les communautés de communes et d'agglomération exerceront, au titre de leurs compétences obligatoires, les compétences Eau et Assainissement.**

Actuellement, le territoire de Saint-Malo Agglomération compte 2 syndicats compétents en matière d'eau potable (Syndicat des Eaux de Beaufort, Syndicat Mixte de Production d'Eau potable de la Côte d'Emeraude).

S'agissant de la compétence Assainissement, on constate une diversité des modes de gestion sur le territoire de l'agglomération, avec des services gérés en régie, ou en délégation de service public, voire par un marché public.

C'est dans ce contexte que Saint-Malo Agglomération a lancé, en mars 2016, une étude sur le transfert des compétences « eau potable », « assainissement collectif », « assainissement non collectif » et « eaux pluviales » sur son territoire.

**Saint-Malo Agglomération a également souhaité anticiper cette prise de compétence pour un effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018.**

#### **La définition des compétences transférées :**

##### **. La compétence EAU**

Conformément aux dispositions de l'article L2224-7 du CGCT, la compétence eau est définie comme suit :

*« Tout service assurant tout ou partie de la production par captage ou pompage, de la protection du point de prélèvement, du traitement, du transport, du stockage et de la distribution d'eau destinées à la consommation humaine est un service d'eau potable. »*

##### **. La compétence ASSAINISSEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article L2224-8 du CGCT, la compétence Assainissement est définie comme suit :

*« I. – les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.*

Dans ce cadre, elles établissent un schéma d'assainissement collectif comprenant, avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages.

II – Les communes assurant le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L.1331-4 du Code de la Santé Publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret du Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

III – Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'Intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans les installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L.214-2 du Code de l'Environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé. »

A noter que la compétence Assainissement recouvre l'assainissement collectif, l'assainissement non collectif et les eaux pluviales urbaines.

S'agissant de l'assainissement non collectif, il est proposé que le transfert de la compétence porte sur l'intégralité des champs suivants :

- . Assurer le contrôle de l'exécution des travaux de conception des installations (obligatoire),
- . Assurer le contrôle du bon entretien par le propriétaire (obligatoire),
- . Contrôles renouvelés selon une périodicité qui ne peut être supérieure à 10 ans (obligatoire),
- . Entretien, travaux de réalisation ou de réhabilitation (facultatif).

*Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans les installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L.214-2 du Code de l'Environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé. »*

A noter que la compétence Assainissement recouvre l'assainissement collectif, l'assainissement non collectif et les eaux pluviales urbaines.

S'agissant de l'assainissement non collectif, il est proposé que le transfert de la compétence porte sur l'intégralité des champs suivants :

- . Assurer le contrôle de l'exécution des travaux de conception des installations (obligatoire),
- . Assurer le contrôle du bon entretien par le propriétaire (obligatoire),
- . Contrôles renouvelés selon une périodicité qui ne peut être supérieure à 10 ans (obligatoire),
- . Entretien, travaux de réalisation ou de réhabilitation (facultatif).

Enfin, conformément aux articles L5214-21, L5216-6 et L5211-41-1, 2<sup>ème</sup> alinéa du CGCT, la dissolution du SIVU SPANC de Châteauneuf sera prononcée de plein droit par arrêté préfectoral étant précisé que l'actif, le passif et les résultats de clôture seront transférés d'office à Saint-Malo Agglomération.

Les modalités de prise de compétences :

La prise de compétence suppose une modification des statuts de Saint-Malo Agglomération qui sera entérinée par arrêté préfectoral.

Ainsi, en vertu des dispositions de l'article L.5211-17 du CGCT, le conseil communautaire délibère sur l'extension de ses compétences. La délibération sera ensuite notifiée aux communes membres qui disposeront d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le transfert. L'absence de délibération dans ce délai vaut décision favorable.

Ces délibérations devront être rendues dans les conditions de majorité qualifiée, soit 2/3 des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population, ou la moitié des conseils municipaux représentant au moins 2/3 de la population.

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

22 POUR      2 CONTRE      0 Abstention

**LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents,**

- **APPROUVE** l'extension des compétences de Saint-Malo Agglomération aux compétences facultatives ainsi libellées et telles que décrites ci-dessus :
- **Eau**
- **Assainissement**
- **AUTORISE** le Président de Saint-Malo Agglomération à engager toutes les démarches nécessaires à l'aboutissement de la procédure d'extension des compétences.

## INFORMATIONS

**Conseil Municipal** : La séance du Conseil Municipal du mois de décembre se tiendra le Lundi 11 décembre 2017, à 19 heures, salle d'honneur de la Mairie.

**Séance close à 22 h 00**

Le secrétaire de séance,  
**Dominique de LA PORTBARRE**

Le Maire,  
**René BERNARD**

